



IFAD
INTERNATIONAL
FUND FOR
AGRICULTURAL
DEVELOPMENT

FIDA
FONDS
INTERNATIONAL
DE DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE

FIDA
FONDO
INTERNACIONAL
DE DESARROLLO
AGRICOLA

IFAD
الصندوق
الدولي للتنمية
الزراعية

VINGT-CINQUIÈME SESSION DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT – SA DIMENSION RURALE SYNTHÈSE DU PRÉSIDENT

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Le Conseil des gouverneurs a procédé à un échange de vues très approfondi et fructueux sur le thème *Le financement du développement – Sa dimension rurale*. Les discussions avaient pour point de départ les objectifs fixés lors du Sommet du Millénaire, en particulier la réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2015. Les gouverneurs ont reconnu que la Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement venait à point nommé et serait une occasion importante de traduire cette vision dans les faits.

Les gouverneurs ont fait observer qu'il fallait nettement accélérer le rythme de réduction de la pauvreté pour pouvoir parvenir au but fixé. Soulignant d'autre part que la grande majorité des pauvres vit en milieu rural où l'agriculture et les activités apparentées sont leur principal moyen de subsistance, ils ont fait observer qu'il était important d'accroître le rythme du développement rural et agricole. C'était indispensable si l'on voulait accélérer les taux de croissance nationaux et permettre aux ruraux pauvres d'échapper à la pauvreté par le travail. Un gouverneur a souligné le rôle central du développement agricole pour aider les plus pauvres des pauvres, qui vivent pour la plupart en milieu rural.

À ce sujet, notre invité d'honneur, Son Excellence le Président Obasanjo, a fait observer que la lutte contre la pauvreté rurale devait rester au cœur de l'action mondiale de développement.

Les gouverneurs ont par ailleurs noté la très nette diminution de l'aide extérieure au développement rural depuis dix ans, parallèlement à la contraction marquée du volume de ressources nationales affectées au secteur rural. Là encore, comme l'a fait le Président Obasanjo, on peut s'interroger sur les raisons de cet état de choses et sur les mesures correctives à prendre. Le Président Obasanjo a d'autre part exprimé l'espoir que les débats au Conseil aideront à trouver des solutions et entrevoir des perspectives d'avenir, en particulier dans le contexte de la Conférence sur le financement du développement.

Notre dialogue interactif a contribué à dégager des points importants sur cette question cruciale. Mme l'Ambassadeur Jacoby, qui a situé le contexte dans lequel s'inscrivait le financement du développement, a fait observer que le document préparé pour la Conférence - le consensus de Monterrey - constituait une base de discussion. De par leur autorité politique, les chefs d'État et de gouvernement présents à Monterrey seront en mesure de faire avancer les discussions. De nombreux gouverneurs ont souligné que le consensus de Monterrey mentionnait peu le développement rural, l'agriculture ou la pauvreté rurale. À ce sujet, comme l'a souligné un autre expert, M. Sartaj Aziz, il est important que les chefs d'État et de gouvernement et les ministres qui participeront à la Conférence de Monterrey évoquent dans leurs allocutions la dimension rurale du financement du développement.

Les autres experts, M. Robert Bissio et Mme Maggi Kigozi, ont apporté un concours très utile en montrant spécifiquement comment on pouvait intensifier la lutte contre la pauvreté en responsabilisant les pauvres au niveau communautaire. Ils ont insisté sur le rôle que les systèmes de microfinancement et de financement rural pouvaient jouer dans la mobilisation des ressources en faveur des pauvres. M. Bissio a également mis en relief la nécessité de la transparence et du suivi de

l'application des décisions adoptées lors de conférences internationales. Les gouverneurs se sont particulièrement félicités des propos optimistes de Mme Kigozi, pour laquelle la pauvreté peut être éliminée - comme dans son pays, l'Ouganda, où le taux de pauvreté est tombé en dix ans de 56 à 35%. C'est d'autant plus encourageant qu'elle travaille elle-même à la base avec des orphelins du sida, qui comptent très certainement parmi les plus pauvres des pauvres.

Lors des débats, certains gouverneurs ont estimé qu'il fallait redoubler d'efforts à Monterrey pour relever le niveau de l'aide publique au développement. Plusieurs d'entre eux ont souligné la gravité du problème du sida et d'autres maladies, particulièrement en Afrique, ainsi que la nécessité de développer l'éducation, avant tout pour les petites filles. En même temps, ils ont insisté sur la nécessité de mieux équilibrer les investissements dans les secteurs sociaux et les crédits affectés à l'agriculture et à d'autres secteurs productifs dont vivent les ruraux pauvres. À ce sujet, certains gouverneurs ont invité les pays qui étaient en mesure de le faire à expliquer à Monterrey comment ils agiraient en vue d'atteindre l'objectif arrêté au niveau international pour l'aide publique au développement, en précisant le calendrier des mesures prévues.

Les gouverneurs ont d'autre part insisté sur l'importance de la cohérence entre les politiques de développement, les politiques commerciales et les politiques générales pour créer un environnement international favorable à la réalisation de l'objectif fixé lors du Sommet du Millénaire en matière de lutte contre la pauvreté. On viendrait ainsi compléter et renforcer l'action des gouvernements pour créer un environnement national favorable à la réduction rapide de la pauvreté et à un développement accéléré.

De nombreux gouverneurs ont à ce sujet souligné la nécessité d'assurer la transparence et l'ouverture des marchés, en particulier pour les exportations de produits agricoles et textiles en provenance des pays en développement. Plusieurs d'entre eux ont attiré l'attention sur les effets des subventions à l'exportation et d'autres subventions à l'agriculture versées par les pays développés qui, à l'heure actuelle, représentent plusieurs fois le montant de l'aide publique au développement. Ce sont ces subventions qui empêchent les producteurs des pays en développement d'être à égalité avec les autres. Ils ont appelé de leurs vœux des réformes urgentes dans ce domaine, comme le prévoit le nouveau cycle de négociations commerciales lancé récemment à Doha.

Les gouverneurs ont insisté sur l'importance des investissements privés, notamment des investissements étrangers directs en faveur de l'agriculture et du développement rural. Ils ont relevé qu'un meilleur accès aux marchés internationaux, conjugué à l'augmentation de l'aide au développement, aiderait à créer les conditions grâce auxquelles les pays en développement pauvres pourraient attirer des investissements extérieurs directs en faveur du développement agricole.

Le poids de la dette des pays en développement est un autre problème important qui a retenu l'attention des gouverneurs. Ils se sont félicités des retombées de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés, tout en notant qu'il fallait redoubler d'efforts dans ce domaine pour rendre la dette réellement supportable.

Enfin, ils ont souligné la pertinence et l'importance de l'action du FIDA dans la lutte contre la pauvreté rurale et la réalisation des objectifs fixés lors du Sommet du Millénaire en matière de réduction de la pauvreté. Il a été souligné que le FIDA, qui s'attache exclusivement à combattre la pauvreté rurale, jouait un rôle tout particulier parmi les institutions internationales et était donc en excellente position pour infléchir la situation. Le Président Obasanjo a même proposé la mise en place d'une coalition mondiale de tous les partenaires, sous l'égide du FIDA, pour lutter contre la pauvreté rurale.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Je pense que nos discussions sur les tendances actuelles qui favorisent ou freinent le développement agricole et rural ainsi que le rythme de réduction de la pauvreté ont été extrêmement fructueuses et traduisent l'importance que nous attachons à ces questions. Les points de vue exprimés lors du débat nous permettent d'entrevoir des solutions pour l'avenir. Permettez-moi d'exprimer à titre personnel l'espoir que les chefs de délégation à la Conférence de Monterrey évoqueront haut et fort l'importance de la lutte contre la pauvreté rurale et l'impérieuse nécessité d'accorder un appui plus substantiel, un rang de priorité plus élevé et des ressources plus importantes au développement agricole et rural pour concrétiser les objectifs fixés lors du Sommet du Millénaire.